LES SYNDICATS DRESSENT UN CONSTAT ALARMANT :

«Il n'y aura pas de rentrée scolaire pour 50% des établissements»

Le CLA (Conseil des lycées d'Algérie) et le Satef estiment que 50% des établissements scolaires ne pourront pas assurer la rentrée scolaire qui aura lieu aujourd'hui.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le CLA et le Satef qui font le bilan de cette rentrée scolaire trouvent que les signaux sont au rouge. Ces syndicats appuient leurs propos par les résultats d'une enquête réalisée auprès des établissements scolaires. Cette dernière a révélé que 60% des établissements scolaires n'ont pas encore reçu les livres scolaires, 50% n'ont pas établi les emplois du temps et les inscriptions n'ont pas été finalisées dans l'ensemble des établissements.

Une situation qui va engendrer, selon le CLA et le Satef deux problèmes durant cette année scolaire. Il s'agit de l'augmentation de la violence dans le milieu scolaire et du nombre de dépôts d'arrêt de travail qui est estimé entre 15 et 20%. La rentrée sera caractérisée également par la surcharge des classes.

Ainsi, 40% des établissements scolaires au niveau national vont travailler avec 45 à 50 élèves par classe. 40% autres vont contenir entre 38 et 45 élèves et 20% vont travailler avec 30 à 38 élèves par classe.

Une surcharge qui s'explique par le nombre d'établissements 200, encore en rénovation et la réalisation de 500 lycées qui a été lancée depuis 2003 et n'ayant pas encore été réceptionnés.

Les syndicats revendiquent, d'ailleurs, une commission d'enquête sur ces sommes colossales d'argent dépensées pour des infrastructures qui ne sont toujours pas réalisées.

Evoquant le concours de recrutement, les syndicats, qui affirment qu'il ne s'est pas déroulé dans la transparence, estiment que les 12 000 postes budgétaires dégagés sont insuffisants. Ce nombre, expliquent-ils, arrivera à peine à combler les 7 000 départs à la retraite qui vont augmenter d'ici la fin de l'année.

Photo : Samir Sid

40% des établissements vont travailler avec 45 à 50 élèves par classe.

La rentrée scolaire 2012-2013 est caractérisée par l'arrivée d'un nouveau ministre. Cependant, les syndicats restent sceptiques quant à un éventuel changement. Selon eux, «il ne peut y avoir de changement dans le système éducatif sans qu'il ait un changement de politique en haut lieu». Le CLA et le Satef «regrettent» que Benbouzid ait quitté l'éducation nationale sans qu'un bilan de la réforme qu'il a engagée depuis maintenant dix ans ne soit fait au préalable. Leur constat : «Benbouzid a laissé une école algérienne en ruines».

Une conférence nationale sur l'école algérienne en octobre

Une conférence nationale sur l'école publique algérienne se tiendra le 5 octobre prochain à l'occasion de la Journée mondiale de l'enseignant.

Cette conférence fera le point sur le système éducatif. «Nous allons tenter de remettre l'école publique sur les rails», a souligné le porte-parole du Satef.

Selon ce dernier «si la situation l'exige, les enseignants vont crier leur colère dans la rue». Cependant, selon le syndicat, vu les problèmes dans lesquels l'école algérienne baigne, cette année sera «l'année des élèves».

S. A.

AKKOUCHI, À PROPOS DES MINISTRES ISLAMISTES DU GOUVERNEMENT SELLAL :

«Ils ne sont pas islamistes»

Dans sa conférence de presse tenue hier, au siège du parti à Alger, le SG du MRN (El Islah), Hamlaoui Akkouchi, a critiqué le manque d'anticipation de l'ancien gouvernement et émis des doutes sur l'aptitude de l'équipe que coordonne désormais Abdelmalek Sellal à remédier aux problèmes des Algériens.

«Les problèmes du pays sont plus grands que le Premier ministre. Il ne pourra rien faire même s'il a de bonnes intentions.» Il a néanmoins insisté sur le profil partisan du nouveau Premier ministre : «A partir du moment où il a eu à diriger par deux fois la campagne électorale de Bouteflika, nous ne pouvons le considérer comme un technocrate non partisan. C'est plutôt un homme politique jusqu'à la moelle.»

De même qu'il a tiré sur ses congénères islamistes ayant intégré le nouveau gouvernement : «Les islamistes ont boycotté le gouvernement et sont maintenant dans l'opposition. Le pouvoir, qui n'a pu dompter les islamistes, a recouru à ces gens, qui eux-mêmes ne revendiquent pas leur appartenance au courant islamiste, pour donner un semblant de crédit au nouveau gouvernement.» Et d'asséner : «Seulement, nous rappelons à ceux qui étaient avec nous dans l'Alliance de l'Algérie verte (les ministres étiquetés MSP, ndlr), qu'ils ont signé des engagements et des chartes aussi bien avec leur parti qu'avec nous. Et nous considérons qu'ils ont trahi ces engagements.»

Dans ce sillage, il a plutôt loué la discipline partisane du désormais ex-ministre du Tourisme, Smaïl Mimoune : «Il a décliné l'offre en disant à la délégation venue lui proposer d'intégrer le nouveau gouvernement qu'il n'était rien sans le parti.»

Hamlaoui Akkouchi a enfin réitéré l'engagement de son parti dans l'Alliance de l'Algérie verte en prévision des prochaines élections locales.

«Nous nous rapprochons de plus en plus de nos partenaires de l'Alliance et nous aborderons les prochaines élections ensemble. L'Alliance existe et elle restera.»

L. H.

ELLES REVENDIQUENT L'ANNULATION DE LA NOUVELLE GRILLE DES HORAIRES

Les éducatrices de Presco investissent la rue

Elles étaient plus d'une centaine à se rassembler hier devant le siège de la Centrale syndicale pour exprimer «nos préoccupations concernant notamment les nouveaux horaires de travail imposés unilatéralement par l'administration centrale de notre entreprise. Elles, ce sont les éducatrices de Presco, une Epic rattachée à la wilaya d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Elles ont choisi le second jour du week–end pour investir la rue et exprimer leur colère. «Si c'était un jour de semaine ouvrable, on nous aurait accusées d'abandon de travail et par voie de conséquence, des mesures répressives seront prises à notre encontre», expliquent-elles. En effet, la centaine d'éducatrices, voire plus, ont crié haut et fort ce samedi leur colère. Venues des quatre coins de la capitale, les éducatrices de Presco n'ont pas trouvé mieux, à en croire leurs dires, que «de se rassembler à l'extérieur du siège de la Maison du peuple pour dénoncer les dépassements opérés par l'administration concernant les nouveaux horaires de travail».

Des horaires de travail qu'elles qualifient «d'absurdes et qui risquent d'engendrer dans un avenir proche de véritables situations conflictuelles». «Ces nouveaux horaires sont une insulte grave prononcées à l'endroit des éducatrices et un outrage manifeste induit à des enfants innocents, qui seront privés d'un encadrement approprié», lit-on dans une lettre adressée par le collectif des éducatrices à la directrice générale de l'Epic Presco et dont le *Soir d'Algérie* a obtenu une copie.

A l'origine de cette situation, la mesure de déploiement prise par l'employeur à la veille de la rentrée sociale et qui de l'avis des contestatrices est «antiréglementaire».

En effet, la réception dans les prochains jours de nouvelles structures a contraint l'administration à redéployer son personnel et ce, «pour une meilleure couverture pédagogique». Or, pour les éducatrices contestataires, «la décision prise par l'employeur est antiréglementaire et porte à la fois préjudice tant à l'image de marque de notre entreprise qu'à son personnel encadreur».

«Aucun paramètre n'a été pris en considération. Ni l'éloignement, ni notre statut professionnel, encore moins la qualité de l'encadrement. On nous a mis devant le fait accompli». «Nous vous demandons de prendre des mesures urgentes pour annuler cette grille d'horaires totalement incompatible avec les besoins exprimés pour un meilleur encadrement des enfants en bas âge», ajoute-t-on. Les éducatrices contestatrices réitèrent en la circonstance, «notre vœu de voir notre employeur examiner favorablement notre situation préoccupante et ce en concertation avec les services et autres institutions concernés» et d'ajouter : «La révision de la grille des horaires aura des conséquences positives tant sur notre entreprise, ses employés que sur les enfants. Nous demandons seulement qu'on soit écoutées et respectées en tant qu'éducatrices dont certaines ont passé des dizaines d'années au sein de cette entreprise.»

A. B.

PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE

L'Alliance de l'Algérie verte en contact avec 7 partis

L'Alliance de l'Algérie verte (AAV), regroupant le MSP, Ennahda et El Islah, est en quête de convergence partisane sur la question de la participation ou non aux élections locales du 29 novembre 2012.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le coordinateur national de l'AAV, Azzeddine Djerafa, l'Alliance a engagé des contacts avec sept partis, dans la perspective de la tenue d'une conférence nationale qui tranchera la question.

S'exprimant en marge d'une rencontre organisée par le Front de l'Algérie nouvelle (FAN), hier, au centre culturel Azzeddine-Medjoubi à Alger, le coordinateur de l'AAA a indiqué que ces contacts sont ouverts à toute la classe politique. Outre le FAN, le Rassemblement patriotique républicain (RPR) d'Abdelkader Merbah et le Parti de l'équité et de la proclamation (PEP) que dirige Naïma Salhi, ces contacts impliqueraient également d'autres partis et notamment, quoique tacitement, la nouvelle formation d'Amar Ghoul.

Selon ses animateurs, cette convergence viserait à crédibiliser davantage le prochain scrutin, en mettant les pouvoirs publics face à leurs responsabilités. Et ce, d'autant que les élections législatives du 10 mai dernier ont été entachées de fraude et de déni de la souveraineté populaire. Comme l'on estime que le récent remaniement gouvernemental constitue une sanction notamment contre le FLN qui se prévaut d'avoir «infligé 220 volts et a reçu 380 volts», ironisera le président du FAN, Djamel Benabdeslam. Or, dans la mesure où le régime politique est dans une phase de «blocage» intégral et «agit hors la loi», le président du FAN estime que l'essentiel est d'œuvrer au changement global. Un changement qui, selon Djamel Benabdesslam, doit s'opérer de manière pacifique et non vindicative, planifiée, proactive et pas uniquement velléitaire. Il s'agit en ce sens d'y intéresser les forces vives de l'establishment politique et de la société civile, les décideurs intègres, l'opposition réelle et non inféodée aux puissances étrangères...

Dans cette perspective, le président du FAN prône la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, l'ouverture d'un débat national, la mise en place d'une Assemblée constituante ainsi que l'organisation progresssive d'élections présidentielle, législatives et locales.

C. B.